

ARRETE n°185/2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (chemin Terre Rouge - Vincenzo)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 12 mars 2019 par laquelle Madame Nadine Marine Aline TAOCHTY, demeurant 8 chemin Terre Rouge à Vincenzo – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 8 chemin Terre Rouge à Vincenzo– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section CT n° 585.

Voie Communale CHEMIN TERRE ROUTE, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

Le chemin Terre Rouge a une emprise projetée de 7 mètres tel qu'il est classé dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le 26 AVR. 2019

Le Maire

Léu(e) délégué(e)



Henri-Claude RIEU

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

CT 585 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 39' 51" E
Latitude : 21° 22' 40" S

Chemin Terre Rouge Emprise 7 m Impasse des Collins Emprise 4 m

Direction des Services Techniques

- Service de la Voirie

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

ARRETE n° 186 / 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (chemin des Perdrix - Vincenzo)

VU la demande en date du 21 mars 2019 par laquelle Madame Marie Claire LAURET, demeurant 28 chemin des Perdrix à Vincenzo – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 26 chemin des Perdrix à Vincenzo – 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section CV n° 737.

Voie Communale CHEMIN DES PERDRIX, commune de SAINT-JOSEPH ;

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;
- VU** le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;
- VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;
- VU** l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

Le chemin des Perdrix a une emprise projetée de 7 mètres tel qu'il est classé dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le 26 AVR. 2019

Le Maire

L'Élu(e) délégué(e)



Henri-Claude HUET

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

CV 737 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 40' 12" E
Latitude : 21° 22' 51" S

Chemin des Perdrix Emprise 7 m

ARRETE n°187 / 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (rue Tourbier - Vincendo)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 20 février 2019 par laquelle Monsieur André Pascal VIENNE, demeurant 4 rue Tourbier à Vincendo – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 4 rue Tourbier à Vincendo – 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section CY 424 et CY 987.

Voie Communale RUE TOURBIER, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

La rue TOURBIER a une emprise projetée de 7 mètres telle qu'elle est classée dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

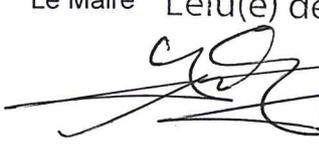
Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le 26 AVR. 2019
Le Maire L'élu(e) délégué(e)



Henri-Claude HUET

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

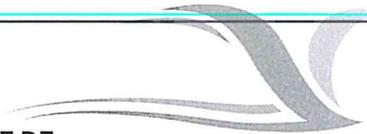
CY 424 CY 987 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 40' 49" E
Latitude : 21° 22' 12" S

Rue Tourbier Emprise 8 m



VILLE DE
SAINT-JOSEPH

Direction des Services Techniques
- Service de la Voirie

ARRETE n°188 / 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (rue Maréchal Leclerc - Goyaves)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 26 mars 2019 par laquelle Madame Marie-Thérèse Micheline HOARAU, demeurant 85 rue Maréchal Leclerc à Goyaves – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 85 rue Maréchal Leclerc à Goyaves– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section BP n° 186.

Voie Communale RUE MARECHAL LECLERC, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

La rue Maréchal LECLERC a une emprise projetée de 10 mètres telle qu'elle est classée dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le 26 AVR. 2019
Le Maire L'Élu(e) délégué(e)



Henri-Claude HUET

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

BP 186 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 36' 50" E
Latitude : 21° 22' 31" S

Rue du Maréchal Leclerc Emprise 10 m

ARRETE n°189 / 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (impasse des Fresnes - Jean Petit)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 14 février 2019 par laquelle Madame Marie Josiane GRONDIN, demeurant 1 impasse des Fresnes à Jean Petit – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 1 impasse des Fresnes à Jean Petit – 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section CE n° 2686.

Voie Communale IMPASSE DES FRESNES, commune de SAINT-JOSEPH ;

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;
- VU** le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;
- VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;
- VU** l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

L'impasse des FRENES a une emprise projetée de 4 mètres telle qu'elle est classée dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

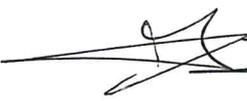
Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le 26 AVR. 2019
Le Maire L'Élu(e) délégué(e)


Henri-Claude HUET

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

CE 2686 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 37' 54" E
Latitude : 21° 21' 25" S

Impasse des Fresnes Emprise 4 m

ARRETE n°198/2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de
Saint-Joseph (chemin Gervasy - Jean Petit)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 21 mars 2019 par laquelle Madame Sophie LEBON, demeurant 3A chemin Gervasy à Jean Petit – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 3A chemin Gervasy à Jean-Petit– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section AM n° 1804.

Voie Communale CHEMIN GERVASY, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

Le chemin Gervasy a une emprise projetée de 7 mètres tel qu'il est classé dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le
Le Maire

**Diffusions**

Le bénéficiaire pour attribution ;

La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

AM 1804 AM 1808 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 37' 53" E
Latitude : 21° 20' 33" S

Chemin Gervasy Emprise 7 m

ARRETE n° 191/ 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (rue Emile Hoareau - Butor)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 13 mars 2019 par laquelle Monsieur Joseph LABONNE, demeurant rue Emile Hoareau à Butor – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 80B rue Emile Hoareau à Butor– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section BN n° 723.

Voie Communale RUE EMILE HOAREAU, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

La rue Emile HOAREAU a une emprise projetée de 10 mètres telle qu'elle est classée dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le
Le Maire

**Diffusions**

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

BN 723 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 36' 59" E
Latitude : 21° 22' 56" S

Rue Émile Hoareau Emprise 10 m

ARRETE n°192 / 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (rue Badamier - Cayenne)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 12 mars 2019 par laquelle Madame Mireille LEBON, demeurant 10 rue Badamier à Cayenne – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 10 rue Badamier à Cayenne– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section BN n° 596.

Voie Communale RUE BADAMIER, commune de SAINT-JOSEPH ;

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;
- VU** le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;
- VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;
- VU** l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

La rue BADAMIER a une emprise projetée de 10 mètres telle qu'elle est classée dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le
Le Maire

**Diffusions**

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

BN 596 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 36' 49" E
Latitude : 21° 23' 05" S

Rue Badamiers Emprise 10 m

Direction des Services Techniques

- Service de la Voirie

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

ARRETE n°193/2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (impasse de la Vanille - Grègues)

VU la demande en date du 11 mars 2019 par laquelle Madame Josiane GRONDIN, demeurant 7 impasse de la Vanille à Grègues – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 7 impasse de la Vanille à Grègues– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section BM n° 849.

Voie Communale IMPASSE DE LA VANILLE, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

26 AVR. 2019

Fait à Saint-Joseph, le

Le Maire

L'élu(e) délégué(e)

**Henri-Claude HUET****Diffusions**

Le bénéficiaire pour attribution ;

La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

BM 849 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 36' 29" E
Latitude : 21° 22' 34" S

Impasse de la Vanille

ARRETE n°194 / 2019

Portant alignement de voirie sur le territoire de la commune de Saint-Joseph (rue Emile Hoareau - Butor)

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

VU la demande en date du 13 mars 2019 par laquelle Monsieur Joseph LABONNE, demeurant 100 rue Emile Hoareau à Butor – 97480 SAINT-JOSEPH, demande L'ALIGNEMENT de sa propriété sise 100 rue Emile Hoareau à Butor– 97480 SAINT-JOSEPH et cadastrée section BN n° 325.

Voie Communale RUE EMILE HOAREAU, commune de SAINT-JOSEPH ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 3111.1;

VU le Code de l'urbanisme notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L. 112-1 à L. 112-8 et L. 141-3 ;

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1- Alignement

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne matérialisant la limite fixée par le croquis matérialisant la limite de fait du domaine public annexé au présent arrêté.

La rue Emile HOAREAU a une emprise projetée de 10 mètres telle qu'elle est classée dans la voirie communale.

Article 2 - Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L. 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Article 5 - Publication et affichage

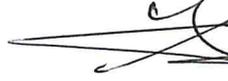
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de SAINT-JOSEPH.

Article 6 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Joseph, le
Le Maire

26 AVR. 2019
Léu(e) délégué(e)



Henri-Claude HUET

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La Commune de SAINT-JOSEPH pour affichage et/ou publication ;

Annexes

Croquis matérialisant la limite de fait du domaine public.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

BN 325 croquis



© IGN 2019 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 55° 36' 59" E
Latitude : 21° 22' 55" S

Rue Émile Hoareau Emprise 10 m